



DE VIVE VOIX vol.3 no.05

22 septembre 2015

RESPECTONS-NOUS D'ABORD

Par Guy Ferland, professeur de philosophie

Certains professeurs sont réticents à ce que nos revendications portent principalement sur une meilleure rémunération. D'autres vont même jusqu'à penser que cette demande de hausse des salaires serait non seulement irréaliste, mais même obscène, vu l'état des finances du Québec.

Les médias véhiculent cette idée acceptée par une partie importante de la population. Plusieurs syndiqués propagent aussi cette opinion.

Or, quand le gouvernement ne justifie pas notre gel de salaire ou de faibles augmentations par des conjonctures économiques, il les justifie par l'équilibre budgétaire ou par la poursuite du déficit zéro. Bref, pour le gouvernement, tous les arguments sont bons pour légitimer une diminution de notre pouvoir d'achat, que l'économie aille bien ou mal.

Résultat : l'écart se creuse entre le secteur public et le secteur privé pour les mêmes types d'emplois en tenant compte des avantages sociaux de plus en plus généreux dans le secteur privé. Sans compter la comparaison entre la rémunération de la fonction publique québécoise avec celle des autres provinces ou avec celle du fédéral ou encore du municipal.

À ce rythme, il faudra un double emploi pour les professeurs qui veulent subvenir adéquatement aux besoins de leur famille. Ce qui est déjà le cas pour plusieurs d'entre nous.

Nous n'avons pas à avoir honte de nos conditions de travail par rapport à celles d'autres types d'emplois du secteur public. Nous payons de notre poche nos deux mois de vacances et nous travaillons davantage par semaine que plusieurs autres salariés qui ont un niveau d'éducation comparable au nôtre.

Nous n'avons pas non plus à sacrifier une partie de notre rémunération pour réparer des injustices chez d'autres corps d'emploi. Ce serait charitable, certes, mais on ne ferait à ce moment-là que justifier les iniquités à tous les niveaux et répartir les injustices du gouvernement.

Respectons notre emploi en commençant par faire en sorte qu'il soit reconnu sur le plan monétaire. Nous méritons un salaire qui reflète mieux la valeur de notre travail et notre rôle important dans une société moderne du savoir.